

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et  
Régional  
de la Région Wallonne (S-CP 328.02)**

***Convention collective de travail du 2 juillet 2018 relative au  
Congé-éducation***

Titre I : Champ d'application

CHAPITRE I – Champ d'application

**Article 1**      ***Champ d'application***

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional Wallon.

Pour l'application des dispositions de la présente convention, on entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

Titre II : Ouverture du droit

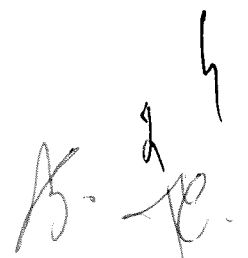
CHAPITRE I – Ouverture du droit pour les travailleurs

**Article 2**      ***Bénéficiaires du régime***

Les travailleurs des employeurs visés à l'article 1 de la présente convention collective de travail peuvent prétendre au régime de congé-éducation.

Les travailleurs à temps partiel ont droit au régime prescrit par la présente convention collective de travail au prorata de leur régime de travail hebdomadaire.

Les travailleurs qui exercent une activité lucrative indépendante ou salariée, complémentaire à l'occupation dans la société sont exclus du bénéfice du régime organisé par la présente convention collective de travail si la demande de congé-éducation est en rapport avec leur activité complémentaire ou salariée.



## CHAPITRE II – Ouverture du droit aux formations

### **Article 3**      *Fixation d'un quota*

Le nombre maximum de congés-éducation admissibles simultanément par société y compris les congés-éducation en cours est fixé à 1% du nombre d'ETP TEC.

### **Article 4**      *Publication annuelle d'une liste des métiers d'intérêt spécifique au TEC*

Chaque année civile, pour le 30 juin, chaque société du Groupe TEC établira une liste de métiers d'intérêt spécifique.

Pour la première année de signature de la présente convention collective de travail, la liste de métiers d'intérêt spécifique pourra être établie pour le 15 juillet au plus tard.

### **Article 5**      *Autres formations ayant un rapport avec un métier exercé dans l'entreprise*

La possibilité sera également offerte de suivre des formations non en rapport aux métiers prévus par l'article 4 de la présente convention collective de travail mais ayant toutefois un rapport direct avec un métier exercé dans l'entreprise et les besoins de ce métier.

La direction subordonne son accord à la vérification que la formation choisie ait bien un rapport avec un métier exercé dans l'entreprise.

### **Article 6**      *Demandes de congés éducation*

Toutes les demandes de congé-éducation, en ce compris les formations en cours, devront être adressées à la direction du TEC au plus tard le 1er septembre.

Le TEC se prononcera au plus tard le 15 septembre sur les demandes relatives à de nouvelles formations selon la procédure décrite aux articles 7 et 8.

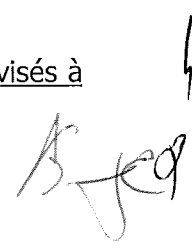
### **Article 7**      *Listes de candidats*

Après réception des candidatures, trois listes seront arrêtées.

La première liste, correspondant aux formations en rapport avec la liste des métiers visés à l'article 4, reprendra les agents n'ayant pas bénéficié du congé-éducation dans les 10 dernières années.

La seconde liste reprendra les agents ayant sollicité une formation reprise à l'article 5 et n'ayant pas bénéficié du congé-éducation dans les 10 dernières années.

La troisième liste, correspondant, aux formations en rapport avec la liste des métiers visés à



l'article 4, reprendra les agents ayant sollicité une formation reprise à l'article 4 et qui n'auraient pas été repris dans la première liste.

Les listes sont établies en respectant l'ordre d'arrivée des attestations ou certificats, tels que précisés à l'article 10 auprès du service du personnel contre accusé de réception.

#### **Article 8**      ***Décision d'octroi du congé-éducation***

Les congés-éducation relatifs à la poursuite de formations en cours sont d'office accordés.

Les candidats seront successivement choisis dans la première liste, ensuite dans la deuxième liste et enfin dans la troisième liste tant que le quota visé à l'article 3 n'est pas atteint, selon la règle de l'ancienneté de service dans l'entreprise.

La décision finale d'octroi ou non du congé-éducation visé au deuxième alinéa de cet article sera communiquée au plus tard le 15 septembre de chaque année et vaut pour la durée complète de la formation moyennant le respect des conditions visées à l'article 10.

#### **Article 9**      ***Types de formations professionnelles ouvrant le droit au régime organisé par la présente convention***

Ouvrent le droit au régime organisé par la présente convention les cours de formation professionnelle qui figurent dans une des catégories suivantes :

- a) Les cours organisés, subventionnés ou reconnus par l'Etat ou les communautés, dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale.
- b) Les cours de type court et de plein exercice, organisés le soir ou le week-end dans des établissements d'enseignement supérieur.
- c) Les cours de niveau universitaire de type long et de plein exercice, organisés le soir ou le week-end dans des établissements d'enseignement supérieur.
- d) Les cours relevant de l'enseignement universitaire des premier et deuxième cycles, organisés le soir ou le week-end dans les universités et les établissements assimilés aux universités en vue de l'obtention d'un titre légal ou scientifique visé par la législation relative à la protection des titres de l'enseignement supérieur.
- e) Les cours de tout cycle d'études complémentaires organisés par les universités et les établissements assimilés aux universités.
- f) La préparation et la présentation d'examens au jury d'état.



## Titre III – Procédure, recours et durée de validité

### Chapitre I – Procédure et modalités du congé-éducation payé

#### **Article 10**    *Procédure*

Le travailleur qui désire bénéficier du congé-éducation régi par la présente convention remet auprès des services du personnel de chaque société du Groupe TEC une attestation mentionnant :

- a) la formation qu'il compte suivre ;
- b) la catégorie et le niveau de la formation ;
- c) la durée totale des études en années ;
- d) le nombre d'heures de cours de l'année considérée ;
- e) le nombre d'heures de cours de l'année pour l'étudiant considéré ;
- f) la date de début de l'année ;
- g) la date du dernier examen de première session.

Le travailleur transmettra également à l'employeur, au plus tard le 31 octobre de chaque année scolaire, une attestation d'inscription prouvant qu'il est régulièrement inscrit à une ou plusieurs formations visées à l'article 9.

Cette attestation répondra au modèle légal.

#### **Régime spécifique au jury d'état :**

En cas d'inscription à une session d'examens du jury d'état, le travailleur remet un certificat à son employeur au plus tard dans les 8 jours de sa délivrance et, en tout cas, au plus tard le premier jour de la session d'examens.

Ce certificat contiendra :

- a) la dénomination des examens auxquels le travailleur est inscrit ;
- b) la session de l'année pour laquelle l'inscription est prise ;
- c) les dates de début et de fin de session. Si, au moment de l'inscription, le travailleur n'est pas encore en possession des informations mentionnées sous ce point, il transmettra ces informations dans les trois jours de leur réception.

#### **Obligation en cas d'interruption ou d'abandon de la formation suivie :**

Le travailleur qui interrompt ou abandonne la formation ou la session d'examen à présenter au jury d'Etat pour laquelle il a remis le formulaire ainsi que le certificat d'inscription visé à l'article 10, en avertit son employeur dans les 5 jours qui suivent cette interruption ou cet abandon.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

## **Article 11**    *Durée du congé-éducation*

Les travailleurs inscrits à une session d'examens visée à l'article 9. F, de la présente convention collective de travail bénéficient, par année, d'un nombre d'heures de congé égal à 120 heures, réduits au prorata du taux d'activité du trimestre en cours.

Pour les autres formations visées à l'article 9 (de a à e) de la présente convention collective de travail, le nombre d'heures de congé-éducation payé est plafonné à 120 heures par année scolaire ou au nombre d'heures correspondant à la formation suivie si celui-ci est inférieur à 120 heures.

Le nombre d'heures de congé-éducation auquel le travailleur a effectivement droit est établi en multipliant 120 heures par le prorata du nombre d'heures de présence aux cours par rapport au nombre d'heures de cours mentionné dans le certificat d'inscription visé à l'article 10 de la présente convention.

La durée du congé-éducation payé auquel peuvent prétendre les travailleurs occupés à temps partiel est proportionnelle à leur durée hebdomadaire de travail par rapport à la durée hebdomadaire de travail des travailleurs occupés à temps plein.

## **Article 12**    *Prise de cours du congé*

Les jours de congé-éducation seront octroyés à trimestre échu sous réserve de présentation de l'attestation de présence visée à l'article 13 et proportionnellement à celle-ci.

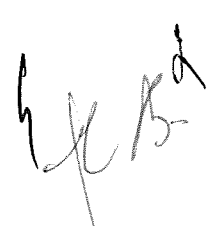
En ce qui concerne le dernier trimestre de l'année scolaire, il sera permis de prendre les congés-éducation en juillet et en août.

Le congé-éducation afférent aux formations organisées en années scolaires est pris entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 août de l'année suivante.

Le congé-éducation afférent à des formations qui ne sont pas organisées en année scolaire est pris entre le début de la formation et jusqu'à deux mois après la fin de la formation.

Le congé-éducation afférent à la préparation et à la présentation d'examens au jury d'Etat est pris entre le quinzième jour qui suit la remise du certificat d'inscription par le travailleur à son employeur et le dernier jour de la session d'examens.

Les heures durant lesquelles le travailleur s'absente en faisant usage du congé-éducation sont assimilées à des heures de travail effectif pour l'application de la législation sociale.



### **Article 13**     *Attestation de présence effective aux cours*

La présence effective aux cours ouvrant le droit au congé-éducation sera établie au moyen d'une attestation prouvant l'assiduité du travailleur au cours d'une période égale, selon les cas, à :

- a) La durée de la formation lorsque la durée de celle-ci est inférieure ou égale à trois mois ;
- b) Trois mois lorsque la formation à une durée supérieure à trois mois sans être organisée en année scolaire.
- c) Un trimestre scolaire, lorsque la formation est organisée en année scolaire.

### **Article 14**     *Planification*

Le travailleur communique à son employeur les dates auxquelles il souhaite faire un usage du congé-éducation.

Ces dates et heures peuvent, dans le respect des limites définies à l'article 12 de la présente convention collective de travail, ne pas correspondre aux dates et heures réelles des cours suivis.

La participation aux cours et/ou aux examens fait l'objet d'une demande de dispense de service qui sera considérée, comme absence justifiée et non rémunérée.

Lors de la remise du certificat d'inscription aux cours, le travailleur communique à son employeur les absences prévues afin que ce dernier puisse opérer la planification des congés.

Lors de la planification des congés, il sera impérativement tenu compte des exigences de l'organisation du travail au sein de l'entreprise.

Lorsque la demande de congé vise la participation à un ou plusieurs examens sanctionnant la réussite d'une partie ou de la totalité de la formation, le congé sera garanti au demandeur, pour autant qu'il ait été demandé au minimum un mois à l'avance, sur présentation d'une attestation de l'institution de formation confirmant la(les) date(s) d'examen.

### **Article 15**     *Perte du droit au congé-éducation*

Le droit au bénéfice du congé-éducation et à la dispense de service dont question à l'article 14 de la présente CCT liés à la formation sollicitée par le travailleur disparaît :

- a) En cas d'abandon de la formation au cours d'une année scolaire ou au cours d'une formation restreinte ou au cours de la présentation des examens au jury d'état avec effet à la date de l'abandon.
- b) En cas d'absence injustifiée des cours pour plus d'un dixième de leur durée. Cette période d'exclusion du bénéfice au régime organisé par la présente convention collective de travail a une durée de six mois et prend cours :
  - 1° à la fin des cours lorsque la durée de ceux-ci est inférieure à trois mois.
  - 2° à l'expiration de la période de trois mois au cours de laquelle l'absence

4  
B. J. 9'

injustifiée a été constatée, lorsque la formation a une durée supérieure à trois mois sans être organisée en année scolaire.

3° à l'expiration de la période de trois mois au cours de laquelle l'absence injustifiée a été constatée, lorsque la formation a une durée supérieure à trois mois en étant organisée en année scolaire.

c) Pour une période de 12 mois prenant cours au jour de la constatation des faits à l'égard du travailleur qui, durant son congé-éducation payé ou la période de dispense de service visée à l'article 13, se livre à une activité lucrative indépendante ou salariée.

d) Pour le même cours ou la même année d'études, lorsque le travailleur n'a pu obtenir le certificat de réussite après avoir suivi deux fois le même cours ou la même année d'études.

A partir du jour où le droit au congé-éducation payé prend fin, le travailleur ne peut plus bénéficier des dispositions de l'article 14 de la présente convention pendant la durée d'exclusion.

#### **Article 16**     *Rémunération du congé-éducation payé*

Les heures de congé-éducation seront rémunérées à concurrence de 100 % de la rémunération barémique.

En cas d'échec d'une année ou d'un cycle d'étude, l'année ou le cycle de formation suivant ne sera pas rémunéré, quelle que soit la formation suivie. Néanmoins, la libération sera tout de même effective dans ce cas.

#### **Article 17**     *Récupération de la rémunération payée*

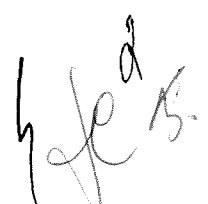
Lorsque les conditions visées par la présente convention collective de travail ne sont pas respectées, l'employeur exigera le remboursement de la rémunération du congé-éducation payé déjà utilisé en relation avec la formation suivie.

## CHAPITRE II – Durée de validité

#### **Article 18**

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit ses effets à la date de sa signature.

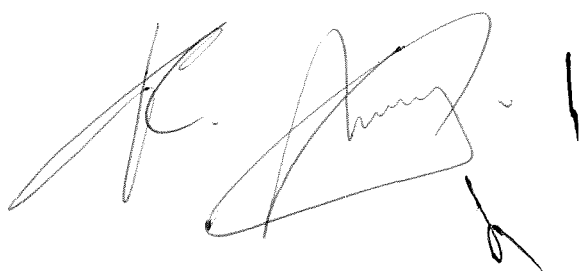
Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région wallonne et prenant cours le troisième jour ouvrable suivant la date de l'expédition de la lettre recommandée. Dans ce cas, la partie qui dénonce la convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.



*Annexe à la CCT du 2 juillet 2018 relative au Congé-éducation*  
*Liste des métiers d'intérêt spécifique – 2018*

Pour l'année 2018-2019, les métiers d'intérêt spécifique sont les suivants :

Electricien automobile  
Mécanicien  
Electromécanicien  
Technicien informatique  
Programmeur  
Analyste-programmeur

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, followed by a vertical line.



# **Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest (PSC 328.02)**

## ***Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juli 2018 betreffende het educatief verlof***

### Titel I: Toepassingsgebied

#### HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied

##### **Artikel 1** – *Toepassingsgebied*

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers die vallen onder het Paritair Comité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst wordt onder werknemers verstaan de arbeiders en arbeidsters, de mannelijke en vrouwelijke bedienden met inbegrip van het directiepersoneel.

### Titel II: Opening van het recht

#### HOOFDSTUK I - Opening van het recht voor de werknemers

##### **Artikel 2** *Begunstigden van het stelsel*

De werknemers van de werkgevers bedoeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen aanspraak maken op het stelsel van educatief verlof.

De deeltijdse werknemers hebben recht op het stelsel voorgeschreven door deze collectieve arbeidsovereenkomst naar rato van hun wekelijkse arbeidsregeling.

De werknemers die een winstgevende zelfstandige of bezoldigde activiteit uitoefenen, aanvullend bij de tewerkstelling in de firma worden uitgesloten van het recht op het stelsel georganiseerd door deze collectieve arbeidsovereenkomst als de aanvraag voor educatief verlof in verhouding is tot hun aanvullende of bezoldigde activiteit.

## HOOFDSTUK II - Opening van het recht op opleidingen

### **Artikel 3** *Vaststelling van een quotum*

Het maximaal aantal educatieve verloven die tegelijkertijd worden toegestaan per maatschappij met inbegrip van de lopende educatieve verloven wordt vastgesteld op 1% van het aantal VTE TEC.

### **Artikel 4** *Jaarlijkse publicatie van een lijst van de beroepen van specifiek belang voor de TEC.*

Elk kalenderjaar, tegen 30 juni, zal elke maatschappij van de Groep TEC een lijst opmaken van beroepen van specifiek belang.

Voor het eerste jaar van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zal de lijst van beroepen van specifiek belang uiterlijk tegen 15 juli kunnen worden opgesteld.

### **Artikel 5** *Andere opleidingen die een verband hebben met een beroep uitgeoefend in de onderneming*

De mogelijkheid zal eveneens worden geboden om opleidingen te volgen die geen verband hebben met de beroepen waarin voorzien is in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst maar die echter een rechtstreeks verband hebben met een beroep uitgeoefend in de onderneming en de noden van dit beroep.

De directie verleent enkel haar akkoord nadat werd geverifieerd of de gekozen opleiding wel een verband heeft met een beroep uitgeoefend in de onderneming.

### **Artikel 6** *Aanvragen voor educatief verlof*

Alle aanvragen voor educatief verlof, met inbegrip van de lopende opleidingen, moeten uiterlijk op 1 september worden gericht aan de directie van de TEC.

De TEC zal zich uiterlijk op 15 september uitspreken over de aanvragen betreffende nieuwe opleidingen volgens de procedure beschreven in de artikelen 7 en 8.

### **Artikel 7** *Kandidatenlijst*

Na ontvangst van de kandidaturen zullen drie lijsten worden vastgesteld.

In de eerste lijst, die overeenstemt met de opleidingen in verband met de lijst van de beroepen bedoeld in artikel 4, zullen de personeelsleden worden opgenomen die in de laatste 10 jaar geen educatief verlof hebben genoten.

In de tweede lijst zullen de personeelsleden worden opgenomen die een opleiding hebben aangevraagd opgenomen in artikel 5 en die geen educatief verlof hebben genoten in de

laatste 10 jaar.

In de derde lijst, die overeenstemt met de opleidingen in verband met de lijst van de beroepen bedoeld in artikel 4 worden de personeelsleden opgenomen die een opleiding hebben aangevraagd opgenomen in artikel 4 en die niet opgenomen zouden geweest zijn in de eerste lijst.

De lijsten worden opgemaakt met naleving van de volgorde van ontvangst van de attesten of certificaten, zoals bepaald in artikel 10 bij de personeelsdienst na ontvangstbevestiging.

#### **Artikel 8**      ***Beslissing tot toekenning van educatief verlof***

De educatieve verlopen betreffende de voortzetting van de lopende opleidingen worden ambtshalve toegekend.

De kandidaten zullen achtereenvolgens worden gekozen in de eerste lijst, vervolgens in de tweede lijst en tenslotte in de derde lijst zolang het quotum bedoeld in artikel 3 niet is bereikt, volgens de regel van de dienstanciënniteit in de onderneming.

De eindbeslissing inzake het al dan niet toekennen van het educatief verlof bedoeld in het tweede lid van dit artikel zal elk jaar uiterlijk worden medegedeeld op 15 september en geldt voor de volledige duur van de opleiding mits de voorwaarden bedoeld in artikel 10 worden nageleefd.

#### **Artikel 9**      ***Soorten beroepsopleidingen die het recht openen op het stelsel georganiseerd door deze overeenkomst***

De cursussen beroepsopleiding die in één van de volgende categorieën zijn opgenomen openen het recht op het stelsel georganiseerd door deze overeenkomst:

- a) De cursussen georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Staat of de gemeenschappen, in het kader van het onderwijs voor sociale promotie.
- b) De cursussen van het korte type met volledig leerplan, die 's avonds en in het weekend worden georganiseerd in instellingen voor hoger onderwijs.
- c) De cursussen van universitair niveau van het lange type en met volledig leerplan, die 's avonds of in het weekend georganiseerd worden in instellingen voor hoger onderwijs.
- d) De cursussen die behoren tot het universitair onderwijs van de eerste en tweede cycli, die 's avonds of in het weekend worden georganiseerd in de universiteiten en de instellingen gelijkgesteld met de universiteiten met het oog op het verkrijgen van een wettelijke of wetenschappelijke titel bedoeld door de wetgeving betreffende de bescherming van de titels van het hoger onderwijs.
- e) De cursussen van elke cyclus van aanvullende studies georganiseerd door de universiteiten en de instellingen gelijkgesteld met de universiteiten.
- f) De voorbereiding en de deelname aan examens voor de staatsjury.

## Titel III - Procedure, beroep en geldigheidsduur

### Hoofdstuk I - Procedure en modaliteiten van het betaald educatief verlof

#### **Artikel 10 Procedure**

De werknemer die educatief verlof wenst te nemen geregeld door deze overeenkomst overhandigt aan de personeelsdiensten van elke maatschappij van de Groep TEC een attest met vermelding van:

- a) de opleiding die hij wenst te volgen;
- b) de categorie en het niveau van de opleiding;
- c) de totale duur van de studies in jaren;
- d) het aantal cursussen van het betrokken jaar;
- e) het aantal cursussen van het jaar voor de betrokken student;
- f) de begindatum van het jaar;
- g) de datum van het laatste examen van de eerste zitting.

De werknemer zal eveneens aan de werkgever, uiterlijk op 31 oktober van elk schooljaar, een inschrijvingsattest bezorgen waaruit blijkt dat hij regelmatig is ingeschreven voor één of meerdere opleidingen bedoeld in artikel 9.

Dit attest zal beantwoorden aan het wettelijk model.

#### **Specifieke regeling voor de staatsjury:**

In geval van inschrijving voor een examenzitting van de staatsjury, bezorgt de werknemer een getuigschrift aan zijn werkgever, uiterlijk binnen 8 dagen na de uitreiking ervan en, in ieder geval, uiterlijk op de eerste dag van de examenzitting.

Dit getuigschrift omvat:

- a) de benaming van de examens waarvoor de werknemer ingeschreven is;
- b) de zitting van het jaar waarvoor de inschrijving genomen is;
- c) de begin- en einddatum van de zitting. Als, op het ogenblik van de inschrijving, de werknemer nog niet in bezit is van de informatie vermeld onder dit punt, stuurt hij deze informatie door binnen drie dagen na de ontvangst ervan.

#### **Verplichting in geval van onderbreking of stopzetting van de gevolgde opleiding:**

De werknemer die de opleiding of de examenzitting voor de Staatsjury voor dewelke hij het formulier alsook het inschrijvingsbewijs bedoeld in artikel 10 heeft ingediend onderbreekt of stopzet, verwittigt zijn werkgever ervan binnen 5 dagen na deze onderbreking of stopzetting.

## **Artikel 11** *Duur van het educatief verlof*

De werknemers ingeschreven voor een examenzitting bedoeld in artikel 9. F, van deze collectieve arbeidsovereenkomst genieten, per jaar, een aantal uren verlof gelijk aan 120 uren, verminderd naar rato van de activiteitsgraad van het lopende trimester.

Voor de andere opleidingen bedoeld in artikel 9 (van a tot e) van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt het aantal uren betaald educatief verlof geplafonneerd op 120 uren per schooljaar of op het aantal uren dat overeenstemt met de gevolgde opleiding als dit minder dan 120 uren bedraagt.

Het aantal uren educatief verlof waarop de werknemer effectief recht heeft wordt vastgesteld door 120 uren te vermenigvuldigen met de pro rata van het aantal uren aanwezigheid bij de cursussen ten opzichte van het aantal cursusuren vermeld in het inschrijvingscertificaat bedoeld in artikel 10 van deze overeenkomst.

De duur van het betaald educatief verlof waarop deeltijdse werknemers recht hebben staat in verhouding tot hun wekelijkse arbeidsduur ten opzichte van de wekelijkse arbeidsduur van voltijdse werknemers.

## **Artikel 12** *Opnemen van verlofdagen*

De dagen educatief verlof zullen worden toegekend na het afgelopen kwartaal onder voorbehoud van voorlegging van het aanwezigheidsattest bedoeld in artikel 13 en in verhouding tot dit laatste.

Wat het laatste trimester van het schooljaar betreft, zal het toegestaan zijn om het educatief verlof in juli en in augustus te nemen.

Het educatief verlof dat betrekking heeft op de opleidingen georganiseerd in schooljaren wordt genomen tussen 1 september en 31 augustus van het volgend jaar.

Het educatief verlof dat betrekking heeft op opleidingen die niet worden georganiseerd in schooljaar wordt genomen tussen het begin van de opleiding en tot twee maanden na het einde van de opleiding.

Het educatief verlof dat betrekking heeft op de voorbereiding en de deelname aan examens voor de Staatsjury wordt genomen tussen de vijftiende dag die volgt na de overhandiging van het inschrijvingsgetuigschrift door de werknemer aan zijn werkgever en de laatste dag van de examenzitting.

De uren gedurende dewelke de werknemer afwezig is door gebruik te maken van het educatief verlof worden gelijkgesteld met uren effectieve arbeid voor de toepassing van de sociale wetgeving.

### **Artikel 13** *Attest van effectieve aanwezigheid bij de cursussen*

De effectieve aanwezigheid bij de cursussen die het recht op het educatief verlof zal worden vastgesteld door middel van een attest dat de regelmatige aanwezigheid van de werknemer op de cursus bewijst voor een periode, naargelang het geval, gelijk aan:

- a) De duur van de opleiding wanneer de duur ervan minder dan drie maanden bedraagt of gelijk is aan drie maanden;
- b) Drie maanden wanneer de opleiding langer dan drie maanden duurt zonder te worden georganiseerd in het schooljaar.
- c) Een schooltrimester, wanneer de opleiding wordt georganiseerd in het schooljaar.

### **Artikel 14** *Planning*

De werknemer deelt aan zijn werkgever de data mede waarop hij gebruik wenst te maken van het educatief verlof.

Deze data en uren kunnen, met naleving van de beperkingen bepaald in artikel 12 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, niet overeenstemmen met de reële data en uren van de gevolgde cursussen.

Voor de deelname aan de cursussen en/of examens wordt een aanvraag tot dienstvrijstelling ingediend die zal worden beschouwd als gewettigde en onbetaalde afwezigheid.

Bij de overhandiging van het getuigschrift van inschrijving voor de cursussen deelt de werknemer aan zijn werkgever de geplande afwezigheden mede opdat deze laatste de planning van de verloven zou kunnen opmaken.

Bij de planning van de verloven zal moeten rekening worden gehouden met de vereisten van de arbeidsorganisatie binnen de onderneming.

Wanneer de verlofaanvraag de deelname beoogt aan één of meerdere examens die een gedeelte van de opleiding of de totale opleiding afsluiten, zal het verlof worden gewaarborgd aan de aanvrager, voor zover dit minimaal een maand tevoren werd aangevraagd, met voorlegging van een attest van de opleidingsinstelling dat de examendatum/data bevestigt.

### **Artikel 15** *Verlies van het recht op educatief verlof*

Het recht op educatief verlof en op de dienstvrijstelling waarvan sprake in artikel 14 van deze CAO in verband met de opleiding aangevraagd door de werknemer verdwijnt:

- a) In geval van stopzetting van de opleiding in de loop van een schooljaar of in de loop van een beperkte opleiding of in de loop van de deelname aan examens voor de staatsjury met uitwerking op de datum van stopzetting.
- b) In geval van ongerechtvaardigde afwezigheid op de cursussen voor meer dan een tiende van de duur ervan. Deze periode van uitsluiting van het recht op het stelsel georganiseerd door deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft een duur van zes maanden en gaat in:

- 1° op het einde van de cursussen wanneer de duur ervan minder dan drie maanden bedraagt.
  - 2° bij het verstrijken van de periode van drie maanden in de loop waarvan de ongerechtvaardigde afwezigheid werd vastgesteld, wanneer de opleiding langer dan drie maanden duurt zonder te worden georganiseerd in het schooljaar.
  - 3° bij het verstrijken van de periode van drie maanden in de loop waarvan de ongerechtvaardigde afwezigheid werd vastgesteld, wanneer de opleiding langer dan drie maanden duurt en wordt georganiseerd in het schooljaar.
- c) Voor een periode van 12 maanden die ingaat op de dag van de vaststelling van de feiten jegens de werknemer die, gedurende zijn betaald educatief verlof of de periode van dienstvrijstelling bedoeld in artikel 13, een zelfstandige of bezoldigde winstgevende activiteit uitoefent.
- d) Voor dezelfde cursus of hetzelfde studiejaar, wanneer de werknemer het getuigschrift van voltooiing niet heeft kunnen behalen na twee keer dezelfde cursus of hetzelfde studiejaar te hebben gevolgd.

Vanaf de dag waarop het recht op betaald educatief verlof ten einde loopt, kan de werknemer de bepalingen niet meer genieten van artikel 14 van deze overeenkomst tijdens de duur van uitsluiting.

#### **Artikel 16**     ***Bezoldiging van het betaald educatief verlof***

De uren educatief verlof worden bezoldigd ten belope van 100% van het baremaloon.

Als men niet slaagt voor een jaar of een studiecycclus, zal het volgend jaar of de volgende opleidingscycclus niet worden betaald, ongeacht de gekozen opleiding. De vrijstelling zal echter effectief zijn in dit geval.

#### **Artikel 17**     ***Terugwinning van de betaalde vergoeding***

Wanneer de voorwaarden bedoeld door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet worden nageleefd, zal de werkgever de terugbetaling eisen van de betaling van het betaald educatief verlof dat reeds werd gebruikt in verband met de gevolgde opleiding.

## Hoofdstuk II - Geldigheidsduur

#### **Artikel 18**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij treedt in werking op de datum van ondertekening.

Elke ondertekenende partij kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse

Gewest die ingaat op de derde werkdag die volgt op de verzending van het aangetekend schrijven. In dat geval zal de partij die de overeenkomst opzegt, verplicht zijn een nieuwe ontwerptekst voor te stellen.

Namen, 2 juli 2018.

Voor de BVGSS  
De adjunct-Administrateur-Generaal van de SRWT

Vincent URBAIN

Voor de A.C.O.D.

Voor het ACV – Openbare Diensten,

Voor de ACLVB,

Claudy VICKEVORST

Bruno BELLUZ

Christian BOUGARD



Bijlage bij de CAO *van 2 juli 2018 betreffende het educatief  
verlof*

*Lijst van de beroepen van specifiek belang - 2018*

Voor het jaar 2018-2019 zijn de beroepen van specifiek belang de volgende:

Auto-elektricien  
Werktuigkundige  
Elektrotechnicus  
Technicus informatica  
Programmeur  
Analist-programmeur